

# Le Sahel pourrait être le tombeau d'AQMI

Par *admin*

Créé le 2016-11-05 18:37

0,00€

SKU: AR-FR-58/591611015

Auteur:

[Guillaume Larabi](#)

L'attaque terroriste sur la plage de Grand-Bassam a plongé l'Afrique de l'Ouest dans l'effroi. Elle nourrit une série dont le Sénégal pourrait être la prochaine victime. Le nouveau mode d'action d'Aqmi depuis six mois est spectaculaire. Les commandos djihadistes frappent le cœur riche des capitales, pour tuer l'espoir de pays meurtris par des années de crise. Aqmi clame vouloir expulser les « mécréants » occidentaux, ce qui lui permettra, une fois le chaos établi, d'apparaître en sauveur et d'établir un nouvel ordre salafiste. Cette rhétorique classique n'est peut-être qu'une diversion. En attirant l'attention sur cette zone d'action inédite, Aqmi démontre sa puissance à son concurrent, l'État islamique en Libye. Elle tente aussi de desserrer l'étau des forces antiterroristes au Sahel.

Contraintes de toutes parts, les filiales d'Al Qaïda réagissent en miroir. Face à l'État islamique en Libye qui a absorbé la moitié de ses katibas (même algériennes), Aqmi ouvre son vivier de recrutement aux pays musulmans au sud du Mali. Face à Boko Haram au Nigeria, devenu État islamique en Afrique de l'Ouest en mars 2015<sup>1</sup>, plus meurtrier encore que sa maison-mère<sup>2</sup>, Al-Mourabitoune a proclamé son chef Mokhtar Belmokhtar émir d'Al Qaïda en Afrique de l'Ouest (AQO) en juillet 2015. Face aux armées du G5 Sahel et de la France, AQMI ne contrôle plus son espace traditionnel entre Sahara et Sahel. Elle y survit et doit faire relâcher la pression. Le jeu naturel des vases communicants entre groupes djihadistes, l'immensité d'une zone d'action grande comme neuf fois la France et la faiblesse sécuritaire de la Cédéao<sup>3</sup> pourraient lui faire gagner son pari. Avec un risque : en déstabilisant la zone de départ de ses trafics les plus lucratifs et en obligeant les États ouest-africains à briser cette dynamique, Aqmi pourrait voir s'amoinrir une de ses principales sources de financement.

## Gagner Les terres musulmanes d'Afrique de l'Ouest

Cette vigueur renouvelée tranche avec l'affaiblissement constaté d'Aqmi. Depuis 2013, elle a dû adopter un profil bas et rendre ses moudjahidines invisibles au sein des populations touarègue, arabe et peule du Nord Mali. Évoluant seuls ou par petites équipes, tels des bergers à pied ou à moto, ils se fondent dans la société malienne pour harceler son armée en reconstruction, la Minusma durement éprouvée et ses concurrents mafieux. En quittant l'Adrar des Ifoghas pour le Sud libyen, Aqmi a effectué un repli stratégique ponctuel, au plus proche des ressources humaines et matérielles nécessaires à sa résurgence.

Aujourd'hui, elle sait cette résurgence limitée en Libye où l'État islamique grossit de ses enfants, comme au Mali où l'action transfrontalière du G5 Sahel, appuyé par l'opération Barkhane, sape sa liberté de manœuvre. Pour s'en sortir, Mokhtar Belmokhtar prône une stratégie de déstabilisation par la terreur toujours plus au sud du Mali. Depuis qu'il a rallié Aqmi le 5 décembre 2015, il semble avoir été écouté : en 2014, quarante attaques liées à Aqmi au Mali et deux au Niger<sup>4</sup> ; en 2015, 98 attaques au Mali et trois au Burkina Faso. Ce sont des assauts de casernes, des embuscades, des engins explosifs improvisés, des tirs de roquettes, des attaques suicides, comme au Radisson Blu et un enlèvement d'Occidental le 4 avril 2015, celui du Roumain Iulian Ghergut, le premier en deux ans.

Depuis le 1er janvier 2016, Aqmi a déjà frappé 71 fois<sup>5</sup> dont trois fois au Burkina Faso, deux fois en Côte d'Ivoire et une fois au Niger, essentiellement des cibles à haute valeur ajoutée. À l'enlèvement d'une Suissesse à Tombouctou, le 8 janvier dernier, resté sans revendication, ont suivi l'attaque kamikaze à Ouagadougou, le 15 janvier et, plus discrètement, le rapt de deux Australiens dans le nord du Burkina Faso le même jour. Deux mois plus tard, l'assaut sur la plage de Grand-Bassam faisait 19 victimes dont 3 militaires ivoiriens.

En frappant les grands hôtels, Al Qaïda poursuit sa quête originelle : expulser les « mécréants » des terres musulmanes, et d'abord la France, son principal ennemi. Ces attaques répétées et dispersées, de la côte méditerranéenne au golfe de Guinée, pourrait faire croire à une puissance retrouvée, voire à un don d'ubiquité lui permettant de frapper partout. Ces attaques dans la moitié sud du Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, peuvent aussi laisser penser à une implantation nouvelle et durable. Même si l'activation de cellules locales est indéniable, un ancrage pérenne reste peu probable. En sortant de la bande sahélo-saharienne (BSS), Al Qaïda pénètre la bande climatique dite soudanaise qu'elle sait bien étrangère à ses chefs algériens.

Cette avancée djihadiste est inédite et imprévue. En fondant la franchise terroriste au Maghreb en 2007, Abdelmalek Droukdel ne pouvait imaginer devoir mener des opérations aussi loin, là où les roches et les sables du Sahel-Sahara cèdent la place à la forêt tropicale, où la culture musulmane maghrébine s'efface devant des peuples d'abord noirs et animistes, voire majoritairement chrétiens en Côte d'Ivoire, ou musulmans de culture soufie (modérée). Les Arabes, Maures, Peuls et Touaregs d'Aqmi s'éloignent de leur berceau originel.

## **Une diversion pour réduire la pression**

L'ouverture de ce nouveau foyer djihadiste montre au contraire qu'Aqmi et ses affiliés sont gravement contraints. La Libye, voire de la côte de la Tunisie au Sinaï, leur est contestée par l'État islamique. L'Algérie maintient 40 000 soldats à ses frontières. Tous ses convois passant par le nord du Mali et du Niger sont frappés. Le résultat de la désorganisation progressive et systématique de l'appareil structurel djihadiste du Nord Mali au sud de la Libye est probant. Des opérations d'envergure, menées par les armées du G5 Sahel appuyées par la France, ratissent les « zones rouges » et brisent le réseau logistique terroriste (caches, plots de ravitaillement, lignes de communication), comme l'indiquait Jean-Yves Le Drian, le ministre français de la Défense devant l'Assemblée nationale en avril : « Nous avons mené en 2015, plus de 150 opérations de nature très diverse, qui nous ont conduits à découvrir une centaine de caches d'armes et à détruire seize tonnes de munitions. » Maintenu depuis août 2014, la pression a considérablement réduit la liberté d'action des djihadistes, si bien que l'attaque de

Grand-Bassam est annoncée comme « une réponse à l'opération anti-djihadiste au Sahel menée par la France »<sup>6</sup>.

Pour se libérer de cet étau, une diversion s'impose. Elle se doit d'être spectaculaire. Le sang de touristes occidentaux sur une plage frappe davantage les esprits qu'un enlèvement de plus. Le nombre même des victimes importe davantage que leur confession : les assaillants, dont au moins un de recrutement local<sup>7</sup>, ont principalement tué des Ivoiriens. Une diversion n'a pas non plus besoin d'engager de nombreuses forces dans la bataille. À Grand-Bassam, on a compté trois assaillants (trois à Bamako, six à Ouagadougou), équipés d'armes légères d'infanterie. Il faut aussi souligner la facilité d'une cible « molle » : un terrain ouvert, des touristes sans protection, éloignée du centre-ville d'Abidjan qui reste sous bonne garde. Enfin, la régularité avec laquelle Al-Mourabitoune frappe tous les deux mois une nouvelle capitale francophone d'Afrique de l'Ouest annule tout effet de surprise, un principe pourtant fondamental des modes d'action terroristes.

En fait, ces attaques sanglantes et médiatiques participent d'une stratégie visant à réorienter les forces anti-terroristes du Sahel, au premier rang Barkhane, vers ces nouvelles zones d'Afrique de l'Ouest. L'objectif est de leur imposer un grand écart entre l'État islamique en Libye, Boko Haram au Nigeria et la périphérie méridionale du Mali, et augmenter les espaces lacunaires propices au développement djihadiste. Chaque poussée d'Aqmi en Afrique de l'Ouest élargit donc un peu plus le triangle djihadiste transsahélien<sup>8</sup>, avec le secret espoir de voir la pression sécuritaire diminuer entre le Mali et le sud de la Libye. L'Azawad dans le Nord malien pourrait alors de nouveau tomber sous sa coupe et voir ses trafics prospérer.

## **Une exigence d'action pour La Cédéao**

Principale coalition antiterroriste de la région, le G5 Sahel n'interviendra pas en-dehors de son cadre géographique déjà gigantesque : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad réunis font plus de deux millions de kilomètres carrés. Réorienter au sud du Mali les quelques 3 500 hommes de Barkhane qui les appuient serait contre-productif. En revanche, des opérations transfrontalières de ratissage sont envisageables à la frontière septentrionale de la Côte d'Ivoire. Cette dernière semble avoir pris la mesure de la menace (lire l'article suivant). Depuis les attentats de Bamako et de Ouagadougou, ses forces de sécurité ont modernisé leurs procédures, multiplié les exercices et déjoué une dizaine d'attentats. Malgré cette autonomie capacitaire, un appui international est nécessaire : la levée totale de l'embargo sur les armes imposé par l'Onu depuis 2004 faciliterait l'équipement des forces ivoiriennes. En outre, l'appui des Forces françaises de Côte d'Ivoire, au moment même où la Force Licorne a vécu, s'impose : le renseignement, la formation, le soutien logistique seront au cœur de la lutte commune contre le terrorisme.

S'en tenir à des mesures purement ivoiriennes reviendrait toutefois à renoncer à toute efficacité. La réponse exige un engagement rapide et entier de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest afin d'effacer le triste souvenir de 2012. Les vicissitudes de la Micema, la mission de la Cédéao au Mali, mandatée mais jamais déployée, n'avait pu sauver l'État malien ce qui avait obligé la France à stopper in extremis le raid djihadiste sur Bamako, le 11 janvier 2013. L'opération Serval, mère de Barkhane, était née. Forte de son expérience malienne et inspirée des succès du Partenariat militaire de coopération transfrontalière (PMCT) du G5 Sahel, la Cédéao peut rapprocher les services de sécurité du

Sénégal au Bénin, coordonner la neutralisation des réseaux djihadistes, couper les trafics et briser leurs appuis au plus haut niveau.

## **"L'autre grande bataille est de juguler la pauvreté et la corruption."**

La Cédéao devra également gagner la bataille de la sécurité humaine globale, en jugulant la pauvreté et la corruption - la revanche d'une jeunesse sacrifiée<sup>9</sup> ne prend pas toujours la forme d'une révolution démocratique. L'humiliation du dénuement, l'impossibilité de fonder un foyer, l'exclusion sociale font rechercher un avenir autre, forcément meilleur, même dans la violence du djihadisme. En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, le prix du kilogramme de fèves noires est fixé à 1 000 francs CFA (1,5 €) mais un seul gramme de cocaïne en rapporte quinze fois plus<sup>10</sup>. Les pêcheurs traditionnels de Bassam et de la côte atlantique, confrontés aux navires-usines occidentaux ou asiatiques<sup>11</sup>, ne peuvent survivre que par la contrebande. Alors qu'un Ivoirien sur trois vit sous le seuil de pauvreté, les sommes d'argent en jeu dépassent l'entendement. En février dernier, pas moins de huit tonnes de cocaïne s'apprêtaient à être exportées de Bolivie vers la Côte d'Ivoire, estimées entre 120 à 150 millions d'euros<sup>12</sup>. Seuls 10 à 15 % étant consommés sur place<sup>13</sup>, la majeure partie de la drogue est exportée vers l'Europe via des filières contrôlées par les groupes djihadistes. Arrivée à destination, le prix de la tonne de cocaïne décuple. La saisie record de 2,3 tonnes de cocaïne faite à Boulogne-sur-Mer en décembre 2015 est estimée à plus de 400 millions d'euros à la revente. C'est l'équivalent du budget de la Défense ivoirienne en 2012<sup>14</sup>.

Si elle parvient à se mobiliser, la Cédéao en sortira renforcée, auréolée de la victoire qui aura interdit à Al Qaïda sa résurgence en terres soudano-guinéennes. En revanche, si l'organisation demeure sur ses errements antérieurs, de nouvelles cellules radicales seront activées pour frapper à nouveau. Elles chercheront à s'implanter solidement dans des États aux frontières ouvertes, récemment déchirés par les crises et où la radicalisation musulmane est rampante : la Gambie s'est déclarée « État islamique » en décembre 2015 ; la situation de la ville de Labé en Guinée est comparée à celle de Tombouctou<sup>15</sup> ; le Sénégal juge ses djihadistes (notamment casamançais) qui ont combattu en Libye ou aux côtés de Boko Haram<sup>16</sup>.

## **Le pari habile mais risqué d'Aqmi**

En ouvrant cette région francophone et très peuplée au djihadisme extrême, Aqmi fait un pari habile mais risqué. La bande côtière du Sénégal au Bénin lui offre une nouvelle zone d'action où son réseau est dense pour relayer la drogue d'Amérique du sud vers l'Europe, où la radicalisation islamiste se fait sentir, où le terreau des guerres et du mécontentement social peut alimenter ses rangs. En élargissant le champ de bataille du terrorisme, elle cherche à détourner les forces du G5 Sahel et de l'opération Barkhane du Sahara-Sahel, son fief, et y retrouver l'oxygène qui lui manque. Mais les forces antiterroristes du Sahel ne bougeront pas sans être renforcées.

À l'inverse, Aqmi pourrait payer le prix fort d'une telle stratégie. Pour peu que les États ciblés entrent en ordre de bataille sous la bannière de la Cédéao, les opérations pour briser son réseau mafio-terroriste – jusqu'ici toléré pour sa puissance financière – pourraient tarir le trafic de la drogue sud-américaine, une de ses principales sources de revenus. Favorisé par une géographie qui n'offre pas la liberté d'action du désert et par des populations majoritairement hermétiques

au djihad, les États atlantiques de la Cédéao pourraient parachever l'étouffement d'Aqmi. Aqmi est la filiale d'Al Qaïda la plus tenace quand Al-Mourabitoune

– Al Qaïda en Afrique de l'Ouest s'impose comme la plus virulente. Neutraliser ce troisième front djihadiste au Sahel porterait un coup terrible à Al Qaïda tout entier.

Guillaume Larabi

Cet article ne reflète que l'analyse personnelle de l'auteur, sans engager son autorité de tutelle.

### **Repères : Comment le piège se referme sur AQMI**

- Face aux armées du G5 Sahel et de la France, Aqmi ne contrôle plus son espace traditionnel entre Sahara et Sahel. Elle y survit et doit faire relâcher la pression. Chaque action vise à élargir le triangle djihadiste transsahélien (Libye – Nigeria – Mali) afin de desserrer l'étau des forces antiterroristes au Sahel.
- En frappant au sud du Mali, Aqmi mise sur une région de trafics, aux frontières ouvertes, récemment déchirée par les crises, marquée par une radicalisation rampante. De l'islam. Elle démontre sa puissance à son concurrent, l'État islamique en Libye.
- Même spectaculaires, les attentats ne peuvent assurer « l'expansion d'Aqmi ». Un ancrage solide et pérenne reste peu probable.
- En attirant l'attention sur cette zone d'action inédite, Aqmi force les États ouest-africains à réagir. S'ils brisent ses réseaux locaux, fondés sur le trafic très lucratif de la drogue sud-américaine, Aqmi verrait une de ses principales sources de financement se tarir.
- Favorisé par une géographie qui n'offre pas la liberté d'action du désert et par des populations majoritairement hermétiques au djihad, les États de la Cédéao pourraient y étouffer la principale franchise d'Al Qaïda.

### NOTES

- 1 L'État islamique accepte l'allégeance de Boko Haram, Le Monde, 12 mars 2015.
- 2 Loin des caméras, Boko Haram a été le groupe terroriste le plus meurtrier en 2014 avec 6 644 victimes (aux trois-quarts civiles) au Nigeria, au Cameroun et au Tchad contre 6 073 pour l'État islamique en Irak et au Levant (Global Terrorism Index 2015).
- 3 Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

- 4 Caleb Weiss, Al Qaeda-linked attacks in Mali and neighboring countries since 2014, carte conçue pour The Long War Journal. Au 19 avril 2016.
- 6 Site Intelligence Group Enterprise, 15 mars 2016.
- 7 Le nom d'un des trois assaillants neutralisés, Abou Adam al-Ansari, comporte l'appellation al-Ansari qui signifie « autochtone ». Un second, Hamza al-Fulani, serait Peul, comme le Front de libération du Macina qui a revendiqué l'attentat de Bamako et frappe jusqu'au nord du Burkina Faso.
- 8 Voir la cartographie de Guillaume Larabi dans Barkhane risque le grand écart, The Huffington Post, 22 janvier 2016, et La carte : L'opération Barkhane, Carto pour DSI n°122, mars-avril 2016.
- 9 42,8 % de la population ivoirienne ont moins de 14 ans (Annuaire statistique pour l'Afrique 2015, p. 155).
- 10 Entretien de l'auteur avec un officier supérieur de la Gendarmerie ivoirienne le 15 mars 2016.
- 11 Voir Pauline Guibbaud, Pêche illicite : quel avenir pour l'Afrique de l'Ouest ?, Note d'analyse du GRIP, Bruxelles, 4 août 2014.
- 12 Hippolyte Oulaï, En route pour la Côte d'Ivoire : 8 tonnes de cocaïne saisies en Bolivie, 4 suspects interpellés à Abidjan, L'Infodrome, Abidjan, 9 février 2016
- 13 Idem note 10.
- 14 407 millions de dollars selon le SIPRI Military Expenditure Database 2015
- 15 Amadou Tham Camara, Quelle menace djihadiste et terroriste pour la Guinée ?, Guinée News, 20 juillet 2015
- 16 La Mauritanie extradé discrètement des présumés jihadistes au Sénégal, Alakhbar, Nouakchott, 19 février 2016

Publication Date:

2016-11-07

Price: 0,00€

- [AQMI](#)
  - [Sahel](#)
  - [sécurité dans le Sahel](#)
-